

COMMISSION de SURVEILLANCE  
du SECTEUR FINANCIER

NEWSLETTER  
DE LA CSSF

N°110

Mars 2010



## RESSOURCES HUMAINES

Depuis le 15 février 2010, la CSSF a recruté 2 nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

### Surveillance OPC

Rudi DICKHOFF

### Surveillance Générale

Valérie ALEZINE

Au 19 mars 2010 la CSSF compte 332 agents, dont 179 hommes et 153 femmes.

## REGLEMENTATION NATIONALE

### Supervision publique de la profession de l'audit – Enregistrement des contrôleurs et entités d'audit de pays tiers

L'article 46 de la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006, plus communément appelée la « 8<sup>ème</sup> directive modifiée », permet, sur une base de réciprocité, de déroger aux exigences d'enregistrement et de supervision des contrôleurs et entités d'audit de pays tiers chargés de l'audit des comptes de sociétés constituées en dehors d'un Etat membre dont les valeurs mobilières sont admises à la négociation sur les marchés réglementés européens, lorsque ces derniers sont issus de pays tiers dont le système de supervision publique est jugé équivalent conformément aux exigences de la 8<sup>ème</sup> directive modifiée. Les décisions d'équivalence sont prises par la Commission européenne en collaboration avec les Etats membres. **A ce jour, aucun système de supervision publique de pays tiers n'a été reconnu équivalent par la Commission européenne.**

La Commission européenne a adopté le 29 juillet 2008 **une décision octroyant à 34 pays tiers une période transitoire** pour les exercices qui débutent au cours de la période allant du 29 juin 2008 jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2010 (2008/627/CE). Cette décision permet aux contrôleurs et entités d'audit de ces pays tiers de poursuivre leurs activités d'audit, à condition de fournir aux autorités compétentes des États membres un certain nombre d'informations. La Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) a décidé de faire usage de cette période transitoire. Ainsi, les contrôleurs et entités d'audit des pays tiers admis en période transitoire bénéficient de modalités d'enregistrement allégées (« *Light registration* ») et doivent s'enregistrer auprès de la CSSF en faisant usage du « **Form A (LU) - Transitional registration regime** ».

Les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers ne tombant pas sous le régime transitoire seront soumis à la supervision de la CSSF et sont tenus de s'enregistrer auprès de cette dernière conformément aux exigences d'enregistrement de l'article 45 de la 8<sup>ème</sup> directive modifiée (« *Full registration* »). Ils doivent dès lors compléter le « **Form B (LU) - Full registration regime** ».

Tous les documents, formulaires et informations relatifs à l'enregistrement des contrôleurs et entités d'audit de pays tiers sont disponibles sur le site Internet de la CSSF sous l'onglet « Supervision de la profession de l'audit > Enregistrement des auditeurs de pays tiers ».

Conformément aux dispositions de la loi du 18 décembre 2009 relative à la profession de l'audit (ci-après la « Loi »), la CSSF publie un registre public comprenant, entre autres, certaines des informations figurant dans les formulaires d'enregistrement tels que transmis par les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers. **Seuls les contrôleurs et entités d'audit définitivement enregistrés auprès de la CSSF sont inscrits dans le registre public.** De même, en vertu des articles 12 et 13, paragraphes (2) de la Loi, les contrôleurs et entités d'audit de pays tiers enregistrés auprès de la CSSF figurent clairement dans le registre public en cette qualité et non en tant que réviseurs d'entreprises agréés ou en tant que cabinets de révision agréés. Le registre public de la CSSF sera accessible électroniquement au public sur son site Internet à partir du **12 avril 2010**.

Liens utiles : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)

### Circulaire CSSF 10/442

La circulaire CSSF 10/442 a pour objet de modifier la circulaire CSSF 07/326 du 19 novembre 2007 concernant les « Dispositions relatives aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement de droit luxembourgeois établis dans un autre Etat membre par l'intermédiaire de succursales ou y exerçant leurs activités par voie de libre prestation de services ». Cette modification intervient afin de tenir compte des lignes directrices relatives à la procédure de notification d'activités transfrontalières publiées par le Comité européen des contrôleurs bancaires (CEBS) en date du 27 août 2009.

## REGLEMENTATION INTERNATIONALE

### Publication d'un document de consultation publique sur la modification des directives CRD (Capital Requirements Directives 2006/48/CE et 2006/49/CE) par la Commission européenne (« CRD IV »).

La Commission européenne a publié en date du 26 février 2010 un document de consultation publique sur une nouvelle série d'amendements qui pourraient être apportés aux directives CRD. Les amendements en question, auxquels il est communément fait référence sous le nom de « CRD IV », concernent les sept domaines suivants :

- Normes quantitatives en matière de liquidité ;
- Définition des fonds propres ;
- Ratio de levier ;
- Risque de contrepartie ;
- Mesures contracycliques ;
- Etablissements financiers d'importance systémique ; et
- Corpus réglementaire unique pour le secteur bancaire.

Cette nouvelle vague de modifications des directives CRD fait suite à la crise financière. Les propositions contenues dans le document de consultation s'inscrivent dans le cadre des changements potentiels de l'accord Bâle II qui sont actuellement soumis à consultation publique par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (cf. la newsletter de la CSSF de janvier 2010).

Le document de consultation peut être téléchargé à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/consultations/2010/crd4\\_en.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/consultations/2010/crd4_en.htm). La consultation est ouverte à toutes les parties intéressées jusqu'au 16 avril 2010.

### COMMUNIQUES DE PRESSE

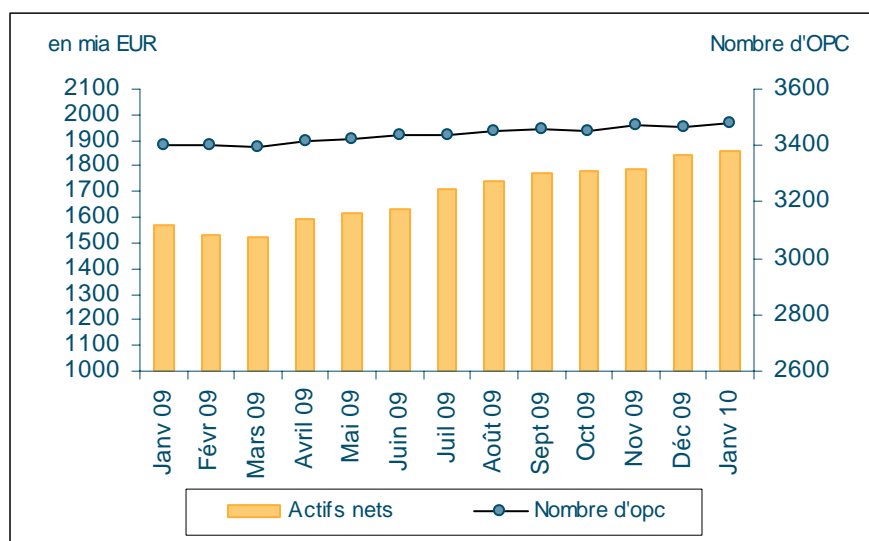
#### ■ SITUATION GLOBALE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET DES FONDS D'INVESTISSEMENT SPECIALISES A LA FIN DU MOIS DE JANVIER 2010

Communiqué de presse 10/06 du 10 mars 2010

##### I. Situation globale

Au 31 janvier 2010, le patrimoine global net des organismes de placement collectif et des fonds d'investissement spécialisés s'est élevé à EUR 1.860,688 milliards contre EUR 1.840,993 milliards au 31 décembre 2009, soit une augmentation de 1,07% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 18,40%.

En somme, l'industrie des OPC luxembourgeois a enregistré au mois de janvier une variation positive se chiffrant à EUR 19,695 milliards. Cette variation positive se répartit en EUR -1,779 milliards (-0,10%) à cause de l'impact négatif des marchés financiers et en EUR 21,474 milliards (+1,17%) provenant d'émissions nettes positives.



Le nombre d'organismes de placement collectif (OPC) et de fonds d'investissement spécialisés (FIS) pris en considération est de 3.480 par rapport à 3.463 le mois précédent. 2.130 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 10.966 compartiments. En y ajoutant les 1.350 entités à structure classique, un nombre total de 12.316 entités sont actives sur la place financière.

Concernant les OPC à actions, le mois de janvier a été caractérisé par une baisse des cours pour la plupart des catégories d'actions. La situation budgétaire de la Grèce, les discussions sur la réglementation bancaire aux Etats-Unis ainsi que l'adoption d'une politique monétaire plus restrictive par la Chine ont impacté négativement les cours de la plupart des marchés d'actions pendant le mois de janvier.

Seuls les OPC à actions de l'Europe de l'Est ont pu réaliser des gains en bourse au mois de janvier. L'évolution positive du JPY par rapport à l'EUR a surcompensé les pertes en bourse pour les OPC à actions japonaises.

Quant à l'investissement net en capital, les OPC luxembourgeois à actions ont pu enregistrer au mois de janvier des émissions nettes positives.

### Evolution des OPC à actions au mois de janvier 2010\*

	Variation de marché	Emissions nettes
Actions marché global	-1,68%	1,17%
Actions européennes	-2,31%	0,71%
Actions américaines	-0,40%	1,26%
Actions japonaises	3,71%	4,67%
Actions Europe de l'Est	5,09%	-0,34%
Actions Asie	-3,57%	1,04%
Actions Amérique latine	-5,05%	1,09%
Actions autres	-1,80%	1,31%

\* Variation en % des actifs nets par rapport au mois précédent

Les marchés des obligations européennes furent marqués au mois de janvier par la situation budgétaire de la Grèce et par les craintes en rapport avec la situation budgétaire d'autres pays de la zone euro comme l'Italie, le Portugal et l'Espagne. En conséquence, on a observé au mois de janvier une augmentation des primes de risque pour les obligations d'Etat de ces pays à l'encontre de pays de la zone euro à situation budgétaire plus stable, comme par exemple l'Allemagne, où un fléchissement des rendements des obligations d'Etat a pu être noté.

Sur le marché des obligations privées le mois de janvier est marqué par une nouvelle réduction des primes de risques. Toutefois, en raison de l'augmentation de l'incertitude et de l'aversion au risque des investisseurs, ce fléchissement s'est moins manifesté pour les titres moins bien notés.

En somme les OPC à obligations européennes ont pu réaliser des augmentations de cours au mois de janvier 2010.

Les obligations d'Etat américaines, toujours considérées comme valeurs refuge par les investisseurs, ont pu profiter de l'inquiétude des investisseurs face à la situation budgétaire de pays européens de la zone euro, ce qui a eu un effet positif sur les cours des obligations d'Etat américaines.

Malgré les incertitudes se rapportant aux déficits budgétaires de nombreux pays, les OPC luxembourgeois à obligations ont pu enregistrer au mois de janvier des émissions nettes positives.

Les discussions émergentes relatives à la stabilité de la zone EUR ont fait chuter l'EUR au mois de janvier par rapport à la plupart des autres devises. Ainsi au mois de janvier, l'EUR a perdu plus de 3% en valeur par rapport à l'USD et plus de 5 % par rapport au JPY.

Par conséquent les catégories d'OPC luxembourgeois investissant dans des titres libellés en USD, respectivement en JPY, ont été positivement impactées par l'appréciation de ces deux devises par rapport à l'EUR.

### Evolution des OPC à revenu fixe au mois de janvier 2010\*

	Variation de marché	Emissions nettes
Marché monétaire en EUR	0,06%	-2,96%
Marché monétaire en USD	3,07%	-2,49%
Marché monétaire marché global	0,76%	1,03%
Obligations européennes	0,78%	-0,14%
Obligations américaines	3,45%	-0,25%
Obligations marché global	1,18%	2,71%
Obligations High Yield	2,70%	3,80%
Autres	1,21%	1,97%

\* Variation en % des actifs nets par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois à revenu diversifié et des fonds de fonds au mois de janvier est illustrée dans le tableau suivant:

### OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois de janvier 2010\*

	Variation de marché	Emissions nettes
OPC diversifiés	-0,61%	3,21%
Fonds de Fonds	-0,52%	0,75%

\* Variation en % des actifs nets par rapport au mois précédent

## II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC selon les parties I et II de la loi de 2002 et les FIS

	OPC PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2006	1 469	1 516,540 €	552	249,916 €	217	78,394 €	2 238	1 844,850 €
31/01/2007	1 482	1 558,650 €	556	256,698 €	222	80,462 €	2 260	1 895,810 €
28/02/2007	1 490	1 568,660 €	561	259,029 €	227	81,018 €	2 278	1 908,707 €
31/03/2007	1 457	1 580,732 €	563	265,013 €	228	81,615 €	2 248	1 927,360 €
30/04/2007	1 461	1 613,851 €	571	269,882 €	244	83,263 €	2 276	1 966,996 €
31/05/2007	1 469	1 660,616 €	578	277,244 €	255	86,802 €	2 302	2 024,662 €
30/06/2007	1 492	1 675,029 €	584	283,491 €	276	88,502 €	2 352	2 047,022 €
31/07/2007	1 519	1 676,027 €	586	285,907 €	302	91,043 €	2 407	2 052,977 €
31/08/2007	1 538	1 649,820 €	585	288,727 €	337	96,757 €	2 460	2 035,304 €
30/09/2007	1 547	1 668,478 €	588	289,818 €	366	100,848 €	2 501	2 059,144 €
31/10/2007	1 599	1 713,963 €	608	297,171 €	411	112,385 €	2 618	2 123,519 €
30/11/2007	1 639	1 652,126 €	618	294,554 €	504	117,117 €	2 761	2 063,797 €
31/12/2007	1 653	1 646,341 €	643	295,939 €	572	117,115 €	2 868	2 059,395 €
31/01/2008	1 662	1 539,494 €	653	293,197 €	617	118,450 €	2 932	1 951,141 €
29/02/2008	1 680	1 543,385 €	654	296,900 €	638	122,560 €	2 972	1 962,845 €
31/03/2008	1 700	1 480,352 €	663	292,614 €	649	122,479 €	3 012	1 895,445 €
30/04/2008	1 733	1 541,312 €	675	296,483 €	675	126,281 €	3 083	1 964,076 €
31/05/2008	1 736	1 566,198 €	678	303,800 €	691	126,961 €	3 105	1 996,959 €
30/06/2008	1 755	1 480,895 €	682	292,539 €	716	128,658 €	3 153	1 902,092 €
31/07/2008	1 784	1 471,973 €	688	292,279 €	748	132,105 €	3 220	1 896,357 €
31/08/2008	1 817	1 487,918 €	695	293,025 €	772	137,050 €	3 284	1 917,993 €
30/09/2008	1 827	1 375,104 €	699	285,360 €	796	136,232 €	3 322	1 796,696 €
31/10/2008	1 845	1 243,344 €	701	270,891 €	805	132,793 €	3 351	1 647,028 €
30/11/2008	1 840	1 206,535 €	709	265,744 €	815	131,958 €	3 364	1 604,237 €
31/12/2008	1 826	1 169,389 €	708	259,809 €	837	130,455 €	3 371	1 559,653 €
31/01/2009	1 837	1 183,116 €	710	252,878 €	851	135,540 €	3 398	1 571,534 €
28/02/2009	1 838	1 149,100 €	709	246,367 €	855	134,824 €	3 402	1 530,291 €
31/03/2009	1 840	1 154,891 €	698	240,229 €	858	131,443 €	3 396	1 526,563 €
30/04/2009	1 847	1 213,147 €	697	240,906 €	871	138,879 €	3 415	1 592,932 €
31/05/2009	1 849	1 243,508 €	693	235,626 €	883	140,135 €	3 425	1 619,269 €
30/06/2009	1 846	1 255,762 €	691	232,770 €	898	142,724 €	3 435	1 631,256 €
31/07/2009	1 848	1 327,841 €	684	234,610 €	906	143,579 €	3 438	1 706,030 €
31/08/2009	1 851	1 360,316 €	678	232,282 €	920	146,819 €	3 449	1 739,417 €
30/09/2009	1 849	1 394,016 €	670	229,669 €	938	150,149 €	3 457	1 773,834 €
31/10/2009	1 844	1 399,816 €	664	227,254 €	946	150,458 €	3 454	1 777,528 €
30/11/2009	1 858	1 415,274 €	651	221,603 €	964	152,033 €	3 473	1 788,910 €
31/12/2009	1 843	1 465,743 €	649	221,203 €	971	154,047 €	3 463	1 840,993 €
31/01/2010	1 842	1 477,013 €	649	220,250 €	989	163,425 €	3 480	1 860,688 €

## STATISTIQUES

### ■ BANQUES

#### Somme des bilans des banques au 31 janvier 2010 en baisse

La somme des bilans des banques établies au Luxembourg s'est élevée à EUR 780,852 milliards au 31 janvier 2010 par rapport à EUR 792,642 milliards au 31 décembre 2009, soit une baisse de 1,50% sur un mois.

Le nombre des banques inscrites sur la liste officielle au 28 février 2010 reste inchangé à 150 unités.

### ■ PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER

#### Somme des bilans des PSF au 31 janvier 2010 en hausse

Suivant les données établies au 31 janvier 2010, la somme des bilans de l'ensemble des PSF s'est chiffrée à EUR 23,000 milliards contre EUR 22,456 milliards au 31 décembre 2009, soit une hausse de 2,42% sur un mois.

Le résultat net provisoire de l'ensemble des PSF s'est élevé à la fin du mois de janvier 2010 à EUR 84,24 millions contre EUR 85,32 millions au 31 janvier 2009.

### ■ FONDS DE PENSION, SICAR ET ORGANISMES DE TITRISATION AGREES

#### Fonds de pension :

Au 9 mars 2010, 15 fonds de pension sous forme de société d'épargne pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) sont inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

Le nombre des professionnels agréés pour exercer l'activité de gestionnaire de passif pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005 s'élève à 13 au 9 mars 2010.

#### Inscription d'une nouvelle société d'investissement à capital à risque (SICAR)

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la SICAR suivante a été inscrite sur la liste officielle des SICAR régies par la loi modifiée du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque (SICAR), telle que modifiée :

- MERIDIAM INFRASTRUCTURE EUROPE II (SCA) SICAR, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

Les SICAR suivantes ont été retirées de la liste officielle :

- EUDIAL S.C.A., SICAR
- CAPITAL INVESTING SICAR S.A.

Au 9 mars 2010 le nombre des SICAR inscrites sur la liste officielle s'élève à 236 unités.

#### Organismes de titrisation :

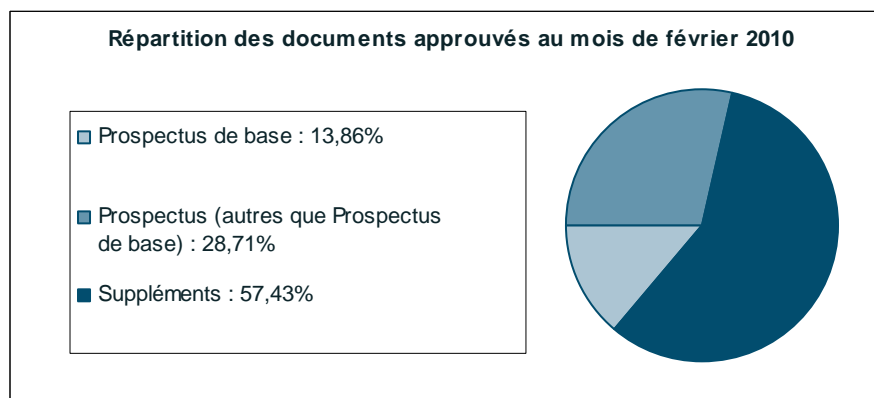
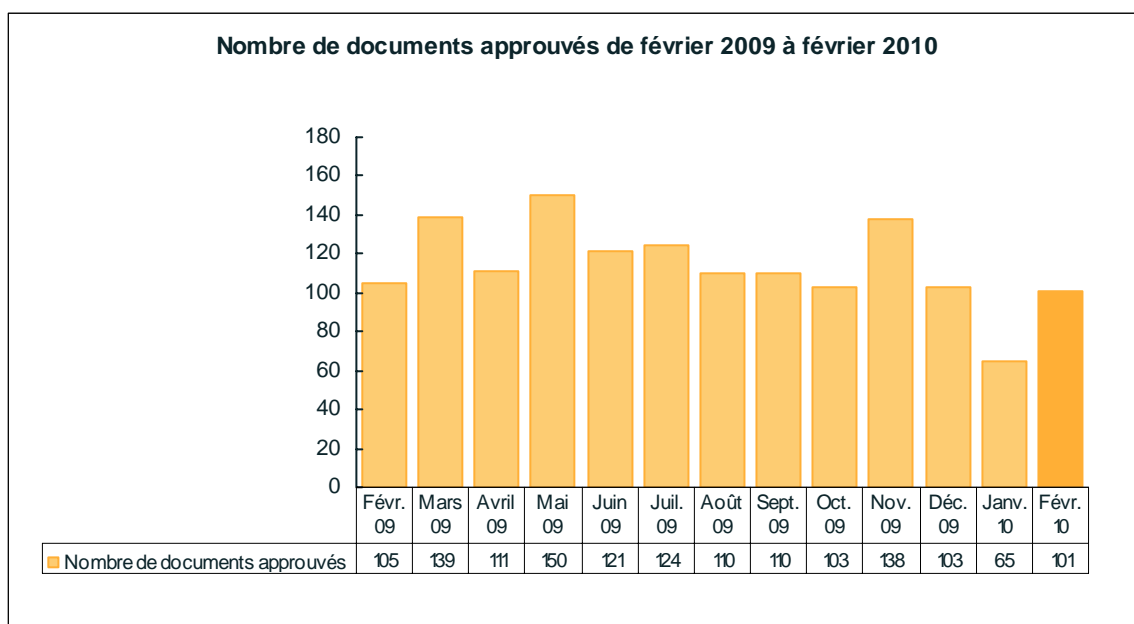
Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'est élevé à 24 unités au 9 mars 2010.



## ■ PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES EN CAS D'OFFRE AU PUBLIC OU D'ADMISSION A LA NEGOCIATION SUR UN MARCHE REGLEMENTE (PARTIE II ET PARTIE III, CHAPITRE 1 DE LA LOI RELATIVE AUX PROSPECTUS POUR VALEURS MOBILIERES)

### 1. ACTIVITE D'APPROBATION

Pour le mois de février 2010, un total de 101 documents a été approuvé par la CSSF dont 29 prospectus, 14 prospectus de base et 58 suppléments.

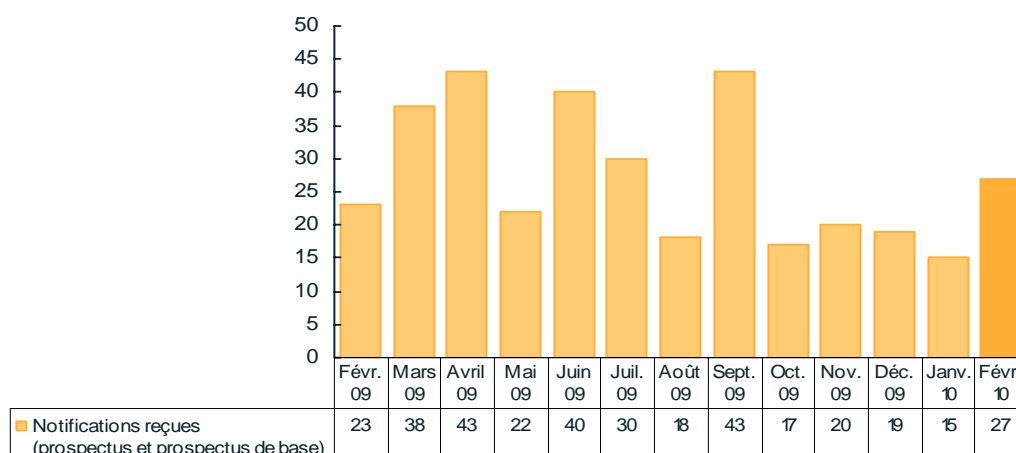


## 2. ACTIVITE DE NOTIFICATION

### 2.1. Notifications reçues par la CSSF

Pour le mois de février 2010, la CSSF a reçu 27 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base et 40 par rapport à des suppléments en provenance des autorités compétentes de plusieurs Etats membres de l'Union européenne.

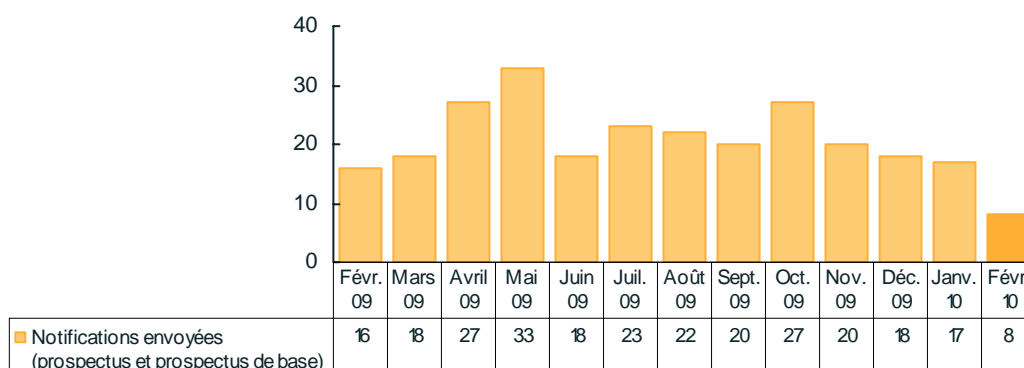
**Notifications reçues (prospectus et prospectus de base) par la CSSF de février 2009 à février 2010**



### 2.2. Notifications envoyées par la CSSF

Pour le mois de février 2010, la CSSF a envoyé des notifications pour 8 prospectus et prospectus de base et pour 24 suppléments<sup>1</sup> approuvés par ses soins vers les autorités compétentes des Etats membres de l'Union européenne.

**Notifications envoyées (prospectus et prospectus de base) par la CSSF de février 2009 à février 2010**



<sup>1</sup> Ce chiffre correspond au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs Etats membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs Etats membres n'est compté qu'une seule fois.

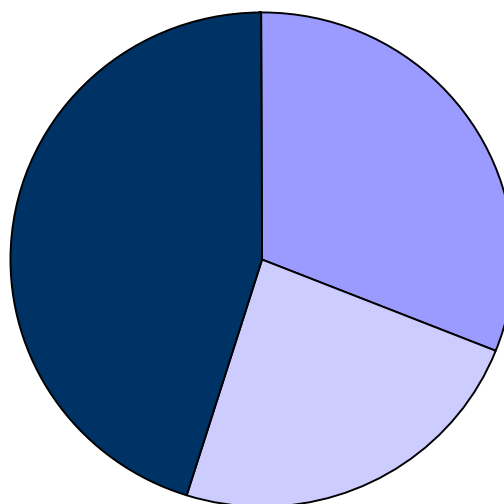
### ■ EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI DU 11 JANVIER 2008 RELATIVE AUX OBLIGATIONS DE TRANSPARENCE SUR LES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES (LA « LOI TRANSPARENCE »)

Au cours du mois de février 2010, 10 émetteurs ont désigné le Luxembourg comme Etat membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, 11 émetteurs ont été retirés de la liste du fait qu'ils n'ont plus de valeurs mobilières admises à la négociation sur aucun marché réglementé situé ou opérant dans un pays de l'EEE.

Au 8 mars 2010, 750 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

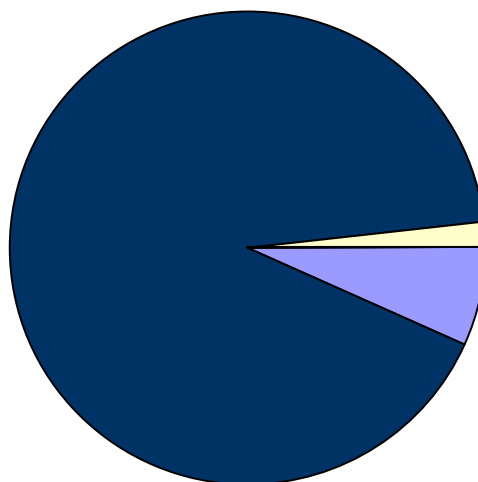
#### Répartition des émetteurs par pays

- Luxembourg : 31,07%
- Espace Economique Européen : 23,73%
- Pays Tiers : 45,20%



#### Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation

- Actions : 6,53%
- Titres de créance : 91,87%
- Certificats représentatifs : 1,47%
- Warrants : 0,13%



## LISTES OFFICIELLES

### ■ LISTE DES BANQUES

#### Changement de dénomination :

CALYON, Paris (France), succursale de Luxembourg a changé de dénomination en  
**Crédit Agricole Corporate and Investment Bank Luxembourg Branch**

### ■ LISTE DES AUTRES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

#### Nouvelles autorisations :

##### **AUBAY S.A.**

38, rue Pafebruch, L-8308 Capellen

Statut : opérateur de systèmes informatiques secondaires et de réseaux de communication du secteur financier

Autorisation ministérielle du 17 février 2010

##### **BNP PARIBAS REAL ESTATE INVESTMENT MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.**

44, avenue J.-F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

Statuts : agent administratif du secteur financier, agent de communication à la clientèle, domiciliataire de sociétés et professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Autorisation ministérielle du 26 février 2010

##### **UNSWORTH & ASSOCIATES S.A R.L.**

208, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg

Statuts : domiciliataire de sociétés et professionnel effectuant des services de constitution et de gestion de sociétés

Autorisation ministérielle du 18 janvier 2010

#### Changements d'adresse :

##### **AGIR LUXEMBOURG S.A.**

25B, boulevard Royal, Forum Royal 4<sup>ème</sup> étage, L-2449 Luxembourg

##### **BAUMANN & PARTNERS S.A.**

7, Grand-Rue, L-1661 Luxembourg

##### **BIL LEASE S.A.**

136, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg

##### **KMC FINANCE S.A.**

6, rue Henri Schnadt, L-2530 Luxembourg

#### Changement de dénomination :

SLF S.A. a changé de dénomination en

**OPPORTUNITE LUXEMBOURG S.A.**

## ■ LISTE DES SOCIETES DE GESTION

### Nouvelle inscription :

#### **J. CHAHINE CAPITAL**

43, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg

### Changement de dénomination :

CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. a changé de dénomination en  
**AMUNDI LUXEMBOURG S.A.**

### Limitation de l'objet social :

#### **M.M. WARBURG-LUXINVEST S.A.**

2, place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg

Limitation des activités à la gestion collective

## ■ LISTE DES SICAR

### Nouvelle autorisation :

#### **MERIDIAM INFRASTRUCTURE EUROPE II (SCA) SICAR**

5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg

### Retraits :

**EUDIAL S.C.A., SICAR**

**CAPITAL INVESTING SICAR S.A.**

### ■ LISTE DES EMETTEURS DE VALEURS MOBILIERES DONT LE LUXEMBOURG EST L'ETAT MEMBRE D'ORIGINE EN VERTU DE LA LOI TRANSPARENCE

#### Nouveaux émetteurs :

<u>NOM</u>	<u>PAYS DU SIEGE</u>
AGCO Corporation	États-Unis
Cielo, Ltd.	Îles Caïmans
Coca-Cola Enterprises	États-Unis
Continental Airlines 2000 Feats Pass Through Trust (Class B Trust)	États-Unis
Dwr Cymru (Financing) Limited	Îles Caïmans
First Data Corporation	Etats-Unis
Helikos SE	Luxembourg
JWS CBO 2000-1 Ltd	Îles Caïmans
KeyCorp	Etats-Unis
Silver Arrow S.A.	Luxembourg
Ursa Mortgage Finance S.A.	Luxembourg
VCL Master S.A.	Luxembourg

#### Retraits :

<u>NOM</u>	<u>PAYS DU SIEGE</u>
Corning Incorporated	Etats-Unis
MAN AP Strategic Series 1 Ltd	Bermudes
MAN AP Strategic Series 2 LTD	Bermudes
MAN Multi-Strategy Series 3 Ltd	Bermudes
Piaggio Finance S.A.	Luxembourg
Provide-A 2004-1 PLC	Irlande
Segesta Finance S.R.L.	Italie
Siena Mortgages 02-3 S.R.L.	Italie
Term Loans Europe plc	Irlande
Tractebel Invest International B.V.	Pays-Bas
Triplas Synthetic CDO S.A.	Luxembourg

## ■ LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

### Inscriptions et retraits de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois pendant le mois de janvier 2010

Durant le mois de référence, les cinquante organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été inscrits sur la liste officielle:

#### 1) OPC partie I :

- ALLIANCEBERNSTEIN INVESTMENTS, 18, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- ARCHER MULTI, 12, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- ASSENAGON TREND, 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- CB FONDS PREMIUM MANAGEMENT CHANCE TIMING 2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- CB FONDS PREMIUM MANAGEMENT EINKOMMEN TIMING 2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- CB FONDS PREMIUM MANAGEMENT WACHSTUM TIMING 2012, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- DWS NOVA FLEX I, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS NOVA FLEX II, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS NOVA FLEX III, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- DWS NOVA FLEX IV, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- EURIZON FOCUS CAPITALE PROTETTO, 12, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
- ÖHMAN SICAV 1, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- STRUCTURED SOLUTIONS, 2, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg
- TRINITY STREET FUNDS, 14B, rue des Violettes, L-8023 Strassen
- WOODPECKER CAPITAL, 2, place de Metz, L-1930 Luxembourg
- WORLD PERFORMANCE PORTFOLIOS, 14B, rue des Violettes, L-8023 Strassen
- WORLD STRATEGY PORTFOLIOS, 14B, rue des Violettes, L-8023 Strassen

#### 2) OPC partie II :

- ALANDBANKEN GLOBAL PRODUCTS SICAV II, 8, rue de la Grève, L-1643 Luxembourg
- REAL ESTATE MK, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- SHEDLIN REAL ESTATE + INFRASTRUCTURE, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
- TARGET SELECTION, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

#### 3) FIS :

- ALLIANCEBERNSTEIN ALLOCATIONS, 18, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- ALPINA REAL ESTATE FUND II (LUX), 13, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
- AMA SICAV-SIF, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- ARAGON, 534, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg
- AXA IM ILS FUND FCP-SIF, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- CORPORATE XII, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- CYGNA NEGRA LUXEMBOURG SICAV-FIS, SCA, 46, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- DWS RREEF GLOBAL REAL ESTATE SECURITIES MASTER FUND, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- EFFEPILUX ALTERNATIVE, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- EQUI SICAV SIF SCA, 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg
- FANISI VENTURE CAPITAL FUND S.C.A., SICAV-SIF, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
- GREEN UTILITY (I) FEEDER SICAV-SIF, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- GREEN UTILITY SICAV-SIF, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange
- HIGH LIQUIDITY INVESTMENT FUND, 48, rue de Bragance, L-1255 Luxembourg
- IIF (INVESTINVENTFUNDS) SICAV-SIF, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- IJ PARTNERS DIRECT INVESTMENTS SICAV-SIF, 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxembourg
- IN ART WE TRUST - ARTFUND INVESTMENTS SIF, 38, avenue de la Faiencerie, L-1510 Luxembourg
- INDIAN FUND S.A., 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- KAMPEN FCP-FIS, 23, avenue de la Porte-Neuve, L-2227 Luxembourg
- KRAICHGAU - FONDS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- L.S.A. S.C.A., SICAV-SIF, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- LYNX INVESTMENT FUND S.C.A., SICAV-FIS, 1, rue Petermelchen, L-2370 Howald-Hesperange
- MAINBLUE, S.C.A. SICAV-FIS, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- PANTERA, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- RESH SOUTH AFRICA PROPERTY FUND SCA SICAV-SIF, 10-12, rue de Medernach, L-7619 Larochette
- RMK GLOBAL TIMBERLAND RESOURCES FUND, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- SCHRODER CAPITAL INVESTMENTS FUND, 5, rue Höhenhof, L-1736 Senningerberg
- TTS FUND SICAV-FIS, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
- UFG IC FUND, SICAV-FIS, 33, rue de Gasperich, L-5826 Howald-Hesperange

Les trente-trois organismes de placement collectif et fonds d'investissement spécialisés suivants ont été retirés de la liste officielle au cours du mois de janvier 2010:

**1) OPC partie I :**

- AL DAR ISLAMIC FUND, 1, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- ALLIANZ GLOBAL SELECTION BALANCE, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- ALLIANZ RCM EURO GARANT 12/2013, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- ARQUIMEDES GLOBAL INVESTMENTS SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- BG UMBRELLA FUND, 1C, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
- COMINVEST EUROPA ZINSPLUS 10/2009, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- COMINVEST EUROPA ZINSPLUS 9/2009, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- COMINVEST GLOBAL EMERGING MARKET BONDS USD, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- COMINVEST MULTI, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- IPC AM, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- JPMORGAN LUX FUNDS, 6, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- OPTIMUM.PORTFOLIO FONDS, 36, avenue du X Septembre, L-2550 Luxembourg
- PA-BOND-INVEST, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- SGKB (LUX) FUND, 33A, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg
- STRUKTURFONDS ABSOLUT NR. 1, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg
- STUTTGARTER BASKET 100, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- STUTTGARTER BASKET 50, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- STUTTGARTER BASKET 80, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- WEISENHORN ABSOLUTE RETURN OP, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**2) OPC partie II :**

- KQ PEN, 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- LEGG MASON INVESTMENT TRUST SERIES, 145, rue du Kiem, L-8030 Strassen

**3) FIS :**

- A-DGZ 8-FONDS, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- A-DGZ 9-FONDS, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- ALLIANZ GLOBAL INVESTORS ALTERNATIVE STRATEGIES S.A., SICAV-FIS, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- COMINVEST INTERNATIONAL BALANCED PORTFOLIO CHF BASED, 25, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg
- DEDICATED INVESTMENT FUND, 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- EUROPEAN INDUSTRIAL PARTNERSHIP, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- NIKKO FUTURES FUND, 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg
- NIKKO PRIME SELECT FUND, 9A, rue Robert Stumper, L-2557 Luxembourg
- PETROFOND, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- S. U. P. GEMINI SICAV-FIS, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen
- SICAVEX, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- VB HAMM SPEZIALFONDS NR. 2, 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxembourg-Strassen



## PLACE FINANCIÈRE

### Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **150** (9 mars 2010)

Somme des bilans : **EUR 780,852 milliards** (31 janvier 2010)

Résultat avant provisions : **EUR 5,77 milliards** (31 décembre 2009)

Emploi : **26 420 personnes** (31 décembre 2009)

---

Nombre d'OPC : **3 506** (19 mars 2010)

*dont 1 017 fonds d'investissement spécialisés (FIS)*

Patrimoine global net : **EUR 1.860,688 milliards** (31 janvier 2010)

---

Nombre de SICAR : **236** (9 mars 2010)

---

Nombre de fonds de pension : **15** (9 mars 2010)

---

Nombre de sociétés de gestion : **193** (15 mars 2010)  
(chapitre 13 de la loi du 20 décembre 2002)

Emploi : **2 308 personnes** (31 décembre 2009)

---

Nombre de PSF : **289** dont 10 succursales (8 mars 2010)

Somme des bilans : **EUR 23,000 milliards** (31 janvier 2010)

Résultat net provisoire : **EUR 84,24 millions** (31 janvier 2010)

---

Nombre d'organismes de titrisation agréés : **24** (9 mars 2010)

---

Nombre d'émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence : **750** (8 mars 2010)

---

Emploi total dans les établissements surveillés : **42 213 personnes** (31 décembre 2009)

---

#### Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon, L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 560

E-mail : [direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)

Site Internet : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)